

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 1882

15 SEPTEMBRE 1983. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant l'octroi de primes en matière de camping

Nous, Exécutif de la Communauté française;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 1er, § 2;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 14 décembre 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

Arrêtons :

Article 1er. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut accorder une prime pour des acquisitions et des travaux d'aménagement et d'équipement destinés à la création, l'agrandissement et à la modernisation de terrains de camping ainsi qu'à la réinstallation de terrains de camping qui doivent être implantés en un autre lieu par décision de l'autorité.

Par terrain de camping, il faut entendre le terrain pour lequel on a délivré un permis de camping en vertu de la loi du 30 avril 1970 sur le camping et de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 relatif au camping, modifié par les arrêtés royaux du 13 février 1974 et du 26 mai 1978 ou pour lequel une demande de permis de camping est introduite quand il s'agit d'un nouveau terrain.

Art. 2. La demande d'octroi de la prime est introduite auprès du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

La demande est motivée et établie en double exemplaire. Elle est accompagnée de tous les documents et renseignements utiles à son objet, à savoir notamment :

- a) d'un plan coté du travail envisagé;
- b) d'un avant-projet estimatif avec métré descriptif et prix unitaires;
- c) d'un relevé des acquisitions envisagées avec les offres et prix unitaires;
- d) d'une copie conforme du permis de bâtir s'il s'agit d'un projet relevant de la compétence de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire;
- e) d'un plan de financement.

Les documents mentionnés sub a et b doivent être établis par un architecte.

Art. 3. La prime n'est pas accordée :

1. Aux sociétés commerciales et aux institutions mentionnées à l'arrêté royal du 16 mai 1972 déterminant les personnes morales de droit public pour lesquelles le permis de camping est délivré par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, ou par son délégué.

Cette disposition n'est pas applicable aux sociétés de personnes à responsabilité limitée.

2. Pour l'achat de terrains.

3. Pour des acquisitions et des travaux ayant pour objet de mettre le terrain de camping en concordance avec les conditions minimales d'équipement prescrites par l'arrêté royal du 29 octobre 1971, exception faite des créations ou agrandissements de terrains de camping.

4. Pour des acquisitions et des travaux exécutés avant le 1er janvier précédant l'exercice budgétaire au cours duquel la demande est adressée.

Art. 4. L'octroi de la prime est subordonné aux conditions suivantes :

1. Les projets d'acquisition et de travaux doivent être approuvés par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.
2. Le demandeur doit s'engager à rembourser le montant de la prime si, sauf autorisation du Ministre qui a le tourisme dans

ses attributions, il change, au cours d'un délai de dix ans commençant le 1er janvier de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime, l'affectation des acquisitions et des travaux.

3. Les acquisitions et travaux doivent être exécutés au plus tard à la fin de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime.

Art. 5. La prime s'élève à 30 pour cent du coût des acquisitions et des travaux exécutés.

Aucune prime n'est accordée si le coût des acquisitions et des travaux exécutés est inférieur à 200 000 F.

Le montant total des primes accordées est limité à 1 200 000 F par terrain de camping.

Art. 6. Une prime peut être accordée si, par suite d'une décision des autorités supérieures, un terrain de camping ne peut plus être exploité parce qu'il n'est pas situé dans une zone de récréation destinée à des terrains de camping et est implanté en un autre lieu.

Elle s'élève à 10 p.c. du coût des acquisitions et des travaux exécutés, plafonné à 1 500 000 F par ha, avec maximum de 1 200 000 F par terrain et par propriétaire.

La prime n'est accordée qu'à condition que le bénéficiaire cesse toute activité sur l'ancien terrain.

Art. 7. Peuvent être considérés comme acquisitions et travaux subsidiables :

1. En cas de création, d'agrandissement et de modernisation d'un terrain de camping :

- installations sanitaires;
- prises de courant pour les emplacements de camping;
- aménagement de terrains pour jeux et sports;
- installation d'un restaurant et local communautaire;
- éclairage des voies d'accès et des voies intérieures;
- aménagement des voies d'accès et des voies sur le terrain;
- fosse septique et épuration des eaux usées;
- installation pour le déversement aux égouts;
- installation pour la destruction des ordures.

2. En cas de réinstallation d'un terrain de camping qui doit être implanté en un autre lieu par décision de l'autorité :

- travaux de gros-œuvre ayant pour objet les constructions affectées exclusivement à l'exploitation du terrain de camping;
- aménagement de parkings;
- raccordement au réseau téléphonique;
- installations électriques;
- plantations.

Art. 8. La prime est liquidée :

a) au propriétaire qui exploite personnellement le terrain de camping;

b) à l'exploitant-locataire qui finance lui-même les acquisitions ou les travaux; en cas de travaux, sur présentation d'une attestation du propriétaire du terrain de camping, prouvant son accord quant à l'exécution des travaux entrepris par le locataire.

Le locataire doit être titulaire d'un contrat de louage, conclu avec le propriétaire du terrain, prévoyant une durée d'occupation d'au moins neuf ans.

Art. 9. La personne qui demande l'octroi d'une prime permet, par ce fait même, au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, de faire procéder sur place, par ses fonctionnaires, aux vérifications jugées utiles ou nécessaires.

Art. 10. La prime ne sera liquidée qu'après acquisition du matériel ou après achèvement des travaux d'aménagement et d'équipement pour lesquels la prime a été octroyée et sur production des pièces de dépenses.

Art. 11. Le bénéficiaire de la prime est tenu de souscrire un engagement du modèle annexé au présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1983.

Art. 13. Le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 septembre 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

Annexe

Formule de l'engagement à souscrire par le bénéficiaire d'une prime pour la modernisation ou la réinstallation de terrains de camping

Le soussigné
reconnait avoir reçu de la Communauté française,

Commissariat au Tourisme, une somme de francs,
à titre d'intervention dans les dépenses relatives à

et il affirme avoir pris connaissance de toutes les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 septembre 1983.

Il s'engage, dès lors, à rembourser la prime reçue si, sauf autorisation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions et des travaux n'est pas maintenue jusqu'au 31 décembre 19

Fait à le

Vu pour être annexé à notre arrêté du 15 septembre 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 11882

15 SEPTEMBER 1983. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de toekenning van premies inzake kampeerwezen

Wij Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, namelijk artikel 1, § 2;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister-Président van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Besluiten :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, een premie verlenen voor aankopen, inrichtings- en uitrustingswerken die bestemd zijn om kampeerterrainen op te richten, uit te breiden of te moderniseren, alsook voor het nieuw inrichten van kampeerterrainen die bij beslissing van de overheid elders moeten gevestigd.

Onder kampeerterrain wordt verstaan het terrein dat krachtens de wet op het kamperen van 30 april 1970 en van het koninklijk besluit betreffende het kamperen van 29 oktober 1971, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 februari 1974 en 26 mei 1978, een kampeervergunning heeft bekomen of waarvoor, indien het een nieuw terrein betreft, een kampeervergunning aangevraagd is.

Art. 2. De premieaanvraag wordt ingediend bij de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

De aanvraag wordt gemotiveerd en in tweevoud opgemaakt. Zij is vergezeld van alle dienstige bescheiden en inlichtingen betreffende het doel ervan, inzonderheid :

- a) een plan met maten van het uit te voeren werk;
- b) een ramingsvoorontwerp met beschrijvende opmeting en eenheidsprijzen;
- c) een staat van de in het vooruitzicht gestelde aankopen met de offerten en eenheidsprijzen;
- d) een eensluidend afschrift van de bouwvergunning, wanneer het gaat over een ontwerp waarvoor het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening bevoegd is;
- e) een financieringsplan.

De bescheiden vermeld sub a en b moeten door een architect worden opgemaakt.

Art. 3. Geen premie wordt verleend :

1. Aan de handelsvennootschappen en aan de instellingen vermeld in het koninklijk besluit van 16 mei 1972 tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de kampeervergunning wordt verleend door de Minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft, of door zijn gemachtigde.

Deze bepaling geldt niet voor de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

2. Voor het aankopen van gronden.

3. Voor aankopen en werken die tot doel hebben het kampeerterrain in overeenstemming te brengen met de minimale uitrustingsvoorwaarden voorgeschreven door het koninklijke besluit van 29 oktober 1971, behalve wanneer het oprichten of uitbreiden van kampeerterrainen betreft.

4. Voor aankopen en werken uitgevoerd vóór de datum van 1 januari die het begrotingsjaar voorafgaat tijdens hetwelk de premieaanvraag werd ingediend.

Art. 4. De premie wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1. De voorgenomen aankopen en werken moeten door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, zijn goedgekeurd.

2. De aanvrager moet zich ertoe verbinden het bedrag van de premie terug te betalen indien hij, zonder de toestemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, de bestemming van de aankopen en van de werken wijzigt in de loop van een termijn van tien jaar ingaande op 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin de premie op de begroting is aangerekend.

3. De aankopen en werken moeten uiterlijk op het einde van het jaar, volgend op dat waarin de premie is aangerekend, zijn uitgevoerd.

Art. 5. De premie bedraagt 30 pct. van de kosten van de aankopen en van de uitgevoerde werken.

Geen premie wordt toegekend indien de kosten van de aankopen en van de uitgevoerde werken minder bedragen dan 200 000 F.

Het globaal bedrag van de toegekende premies blijft beperkt tot 1 200 000 F per kampeertrein.

Art. 6. Een premie kan worden verleend indien ingevolge een beslissing van de hogere overheden, een kampeertrein niet verder mag worden geëxploiteerd omdat het niet in een voor kampeertreinen bestemde recreatiezone ligt en elders opnieuw ingericht wordt.

Zij bedraagt 10 pct. van de kosten van de aankopen en van de uitgevoerde werken met ten hoogste 1 500 000 F per ha en ten hoogste 1 200 000 F per terrein en per eigenaar.

De premie wordt slechts toegekend op voorwaarde dat de begunstigde alle activiteit stopt zet op het oude terrein.

Art. 7. Als aankopen en werken die voor premiëverlening in aanmerking komen, mogen worden beschouwd :

1. In geval van oprichting, uitbreiding en modernisering van een kampeertrein :

- sanitaire installaties;
- elektrische stroomaansluitingen voor de kampeerplaatsen;
- inrichting van terreinen voor sport en spel;
- oprichting van een restaurant en conversatiezaal;
- verlichting van de toegangswerken en van de wegen binnen het terrein;

— aanleg van de toegangswegen en van de wegen op het terrein;

- septic-tank en zuivering van afvalwater;
- installatie voor afvoering naar de riolering;
- installatie voor vernietiging van vuilnis.

2. In geval van nieuw inrichten van een kampeertrein dat bij beslissing van de overheid elders moet worden gevestigd :

- ruwbouwwerken voor het oprichten van gebouwen, uitsluitend bestemd voor de exploitatie van het kampeertrein;
- aanleg parkeerplaatsen;
- aansluiting op het telefoonnet;
- elektrische installaties;
- beplantingen.

Art. 8. De premie wordt uitgekeerd :

a) aan de eigenaar die zelf het kampeertrein exploiteert;

b) aan de exploitant-huurder die zelf de aankopen of de werken financiert; in geval van werken, op overlegging van een attest van de eigenaar van het kampeertrein, waaruit blijkt dat deze instemt met de uitvoering van de werken die door de huurder worden ondernomen.

De huurder moet houder zijn van een met de eigenaar van het terrein gesloten huurovereenkomst waarbij in een gebruikstermijn van ten minste negen jaar is voorzien.

Art. 9. De premieaanvrager staat tevens toe, dat de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, zijn ambtenaren ter plaatse de dienstig of noodzakelijk geachte verificaties doet verrichten.

Art. 10. De premie wordt slechts uitgekeerd na de aankoop van het materieel of na de uitvoering van de inrichtings- en uitrustingswerken waarvoor de premie is verleend en op overlegging van de betaalstukken.

Art. 11. De rechthebbende op de premie moet een verbintenis ondertekenen naar het bij dit besluit gevoegde model.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1983.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 september 1983,

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-President,
Ph. MOUREAUX

Bijlage

Formule van de verbintenis te ondertekenen door de rechthebbende op een premie voor het moderniseren of het nieuw inrichten van kampeertreinen.

De ondergetekende
 erkent van de Franse Gemeenschap
 Commissariaat voor Toerisme, een som van
 te hebben ontvangen als tegemoetkoming in de uitgaven voor
 en hij bevestigt kennis te hebben genomen van al de bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschap van 15 september 1983.

Derhalve verbindt hij zich ertoe de ontvangen premie terug te betalen indien de bestemming van de aankopen en van de werken, behoudens machtiging van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, niet gehandhaafd blijft tot 31 december 19..

Gedaan te op

Ons bekend om te worden gevoegd bij ons besluit van 15 september 1983,

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-President,
Ph. MOUREAUX